



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

FSJP/UCAD
Route de l'université BP : 16774 Dakar-FANN
Tél : +221 338249570
www.fsjp.ucad.sn
Email : fsjp@ucad.edu.sn



OFFRES DE FORMATION

I - FORMATION INITIALE : « Présentiel »

1. Cycle licence

A. Sciences juridiques

- ④ Licence 1 tronc commun en Sciences juridiques
 - Droit Privé –Droit Public
 - Droit Public – Histoire du Droit
 - Histoire du Droit - Droit Privé

- ④ Licence 2 sciences juridiques
 - Droit Privé
 - Droit Public

- ④ Licence 3 sciences juridiques
 - Droit privé (spécialité carrières droit judiciaire ou droit des affaires)
 - Droit public (spécialité carrières administration publique ou relations internationale).

B. Sciences politiques

- ④ Licence 1 sciences politiques
- ④ Licence 2 sciences politiques
- ④ Licence 3 sciences politiques

2. Cycle master

- ④ Première année de master selon les spécialités précitées.
- ④ Deuxième année de master recherche en droit public général
 - Carrières administration publique
 - Carrières relations internationales
- ④ Deuxième année de Master recherche droit privé :
 - Carrières droit judiciaire
 - Carrières droit des affaires

- ④ Deuxième année de master recherche en sciences politiques
- ④ Deuxième année de master recherche en histoire du droit et des institutions
- ④ Deuxième année de master recherche en étude et pratique des relations internationales
- ④ Deuxième année de master recherche en droit de l'Homme et de la Paix

II/ - CENTRE DE FORMATION À DISTANCE (CFAD)

1. Cycle licence

- ④ **Licence 1 tronc commun en Sciences juridiques**
 - Droit Privé –Droit Public
 - Droit Public – Histoire du Droit (si le nombre d'inscrit est consistant)
 - Histoire du Droit - Droit Privé (si le nombre d'inscrit est consistant)
- ④ **Licence 2 sciences juridiques**
 - ✚ Droit Privé
 - ✚ Droit Public
- ④ **Licence 3**
 - Droit privé (spécialité carrières droit judiciaire ou droit des affaires)
 - Droit public (spécialité carrières administration publique ou relations internationale)

2. Cycle master

- ④ Première année de master professionnel en droit privé
- ④ Première année de master professionnel en droit public
- ④ Deuxième année de master professionnel en droit privé
- ④ Deuxième année de master professionnel en droit privé

III – INSTITUT DES MÉTIERS DU DROIT (IMD) :

1. Cycle licence

⦿ Licences professionnelles en sciences juridiques :

spécialités :

- Droit immobilier
- Collectivités locales
- Carrières judiciaires
- Propriété intellectuelle

2. Cycle master

⦿ Master professionnel en droit économique notarial et processuel

spécialités :

- Banque
- Assurances
- Droit notarial
- Contentieux des affaires

⦿ Master professionnel en Droit et Administration des collectivités locales

⦿ Master professionnel en management stratégique et juridique des entreprises

spécialités :

- Gestion des Ressources Humaines (GRH)
- Juriste conseil d'entreprise et d'affaires

IV - CYCLE MASTERS PROFESSIONNELS

- ⦿ Première et deuxième année de master professionnel en études et pratiques des relations internationales (EPRI)
- ⦿ Deuxième année de master professionnel en sciences politiques
- ⦿ Deuxième année de master professionnel en droit fiscal
- ⦿ Deuxième année de master professionnel en Genre et Consolidation de la Paix (GECOP)

V - INSTITUT DES DROIT DE L'HOMME ET PAIX (IDHP)

1. *Cycle licence*

- 🎓 Licence 1 en Droit de l'homme et paix
- 🎓 Licence 2 en Droit de l'homme et paix
- 🎓 Licence 3 en Droit de l'homme et paix

2. - *Cycle master*

- 🎓 Première année de master recherche en droit de l'Homme et Paix
- 🎓 Deuxième année de master recherche en droit de l'Homme et Paix
- 🎓 Première année de master professionnel en droit de l'Homme et de la Paix et Action Humanitaire
- 🎓 Deuxième année de master professionnel en droit de l'Homme et de la Paix et Action Humanitaire

VI - FORMATIONS DOCTORALES

- 🎓 Thèse de Doctorat unique en DROIT PRIVE
- 🎓 Thèse de Doctorat unique en DROIT PUBLIC
- 🎓 Thèse de Doctorat unique en HISTOIRE DU DROIT
- 🎓 Thèse de Doctorat unique en SCIENCE POLITIQUE

Conditions d'accès aux différentes formations

Régime Particulier

Il est porté à la connaissance des étudiants et des professionnels qui souhaitent s'inscrire au Régime Particulier, que le dépôt des dossiers est ouvert pour l'année 2021 - 2022.

Le dossier à déposer au Service des T.D et EXAMENS est composé comme suit:

- Une demande manuscrite adressée au Doyen ;
- Une photocopie légalisée du Diplôme ;
- Une photocopie légalisée de la C.N.I ;
- Une attestation de travail ;

Les frais de dossier d'un montant de 10.000f non remboursables (à déposer à la SGBS dans le compte N° SN-011-01017-022004610323-49)

Le coût total de la formation s'élève à 225000F CFA et est réparti comme suit :

- 25000F CFA de frais d'inscription (après étude et acceptation du dossier)
- 200000F CFA de frais de formation

Centre de Formation à distance

Riche d'une expérience de plus de dix (10) ans, le **Centre de formation à Distance** (CFAD) de la Faculté des Sciences juridiques et politiques (FSJP/UCAD) lance le démarrage de ses enseignements (en présentiel et à distance) pour le compte de l'année universitaire (2022-2023).

Les offres de cette formation payante concernent :

- Le niveau Licence (1, 2 et 3) Droit privé et Droit public ;
- Le niveau Master (1 et 2) Professionnel, Droit privé et Droit public.

Dossiers à fournir :

- Demande manuscrite adressée au Doyen de la FSJP ;
- Photocopie légalisée de l'attestation du Bac ;
- Photocopies légalisées des autres diplômes ou Relevés de notes
- Photocopie légalisée de la pièce d'identité nationale ;
- Une attestation de travail (pour les professionnels) ;
- Frais de dossier (**10.000 Fcfa**) à verser au n° de compte de la FSJP : SGBS SN011 01017 022004610323-49- SGBS Point E.

Les dépôts de dossiers de demande d'équivalence et d'admission se feront intégralement en ligne sur les plateformes suivantes :

- <https://equivalence.ucad.sn> réservée aux diplômés hors UCAD)
- <https://admission.ucad.sn> réservée aux diplômés de l'UCAD)

NB: Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter les numéros suivants :
77 911 84 04 ou **76 521 68 85**.

Institut des Métiers du Droit (IMD)

Vous êtes étudiant et envisagez une profession juridique ou judiciaire, vous souhaitez faire carrière dans le secteur de l'immobilier ou dans l'administration des collectivités locales, optimiser vos chances d'intégrer le milieu professionnel, réussir vos concours et examens professionnels en acquérant une qualification dans ces différentes spécialités ;

Vous êtes professionnel et souhaitez développer vos compétences, adapter vos pratiques professionnelles aux nouvelles règles juridiques et aux métiers émergents ou vous reconverter dans le secteur judiciaire, immobilier ou administratif ;

1. Une formation en trois années : avec la première année en tronc commun ; la deuxième année en tronc commun avec un début de spécialisation et la troisième année en entière spécialisation ;
2. Des enseignements de qualité assurés par un personnel hautement qualifié (professeurs d'université, magistrats, avocats expérimentés, professionnels du secteur administratif...) pour accroître et dynamiser votre culture juridique et judiciaire ;
3. Des activités pédagogiques menées avec le soutien de différents secteurs (juridictions, impôts et domaines, collectivités locales, cabinets d'avocats, de notaires...) autour d'une thématique différente chaque année ;
4. Des enseignants disponibles : l'équipe pédagogique de l'institut est à votre service pour répondre efficacement à vos questions et vous aider dans l'orientation.

En perspective : la licence professionnelle en propriété intellectuelle.

Licences Professionnelles Accréditées par l'ANAQ-SUP : Admission sur étude de dossier

Spécialités:

Carrières Judiciaires
Droit Immobilier
Droit et Administration des collectivités Locales

Masters Professionnels : admission sur sélection

Masters 1 et 2 Droit et Administration des collectivités Locales

Masters 1 et 2 Droit Economique, Notarial et Processuel

Spécialités:

Banque
Assurance
Notarial
Contentieux des Affaires

Masters 1 et 2 Management Stratégique et Juridique des Entreprises

Spécialités:

Gestion des Ressources Humaines
Juriste-Conseil d'entreprises et des affaires

Dépôt physique :

Frais de dossier 10.000f à verser à la SGBS-Compte N°:SN011 01017
022004610323-49

➤ Licence 1

- Demande manuscrite adressée au Directeur de l'Institut des Métiers du Droit
- Photocopie légalisée du baccalauréat ou du diplôme équivalent (les titulaires d'un baccalauréat étranger y joindre l'authentification du diplôme)
- Photocopie légalisée du Relevé de notes du baccalauréat
- Extrait de naissance et la photocopie légalisée de la carte nationale d'identité ou du passeport
- 2 photos d'identité

➤ Licence 2 et Licence 3 : pour les étudiants provenant du régime initial FSJP produire en plus les copies légalisées des relevés de notes de la Licence 1 et Licence 2.

➤ Master 1 pour les étudiants provenant du régime initial FSJP

- Demande manuscrite adressée au Directeur de l'Institut des Métiers du Droit
- Photocopie légalisée du baccalauréat ou du diplôme équivalent
- Photocopies légalisées des Relevés de notes de la Licence 1, 2 et 3
- Photocopie légalisée de l'attestation de réussite de la licence
- Extrait de naissance et la photocopie légalisée de la carte nationale d'identité ou du passeport
- **Master 2 pour les étudiants provenant du régime initial FSJP** produire en plus la copie légalisée du relevé de notes du Master 1

Dépôt en ligne:

Les dossiers doivent aussi être déposés en ligne sur la plateforme :
<https://admission.ucad.sn>

NB :

- Pour les bacheliers étrangers l'inscription sur la plateforme CAMPUSEN international est obligatoire.
- Pour les diplômés d'établissements autres que l'UCAD les dossiers de demande d'équivalence doivent être déposés en ligne sur la plateforme <https://equivalence.ucad.sn>

Master 2 Professionnel en Science Politique et Relations Internationales

Le Département de Science politique de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar lance un appel à candidature pour la promotion 2020-2021 du Master Professionnel « Science Politique et Relations Internationales ».

Ce master est ouvert aux titulaires d'un master I dans les différentes disciplines des sciences sociales. L'accès à ce master se fait par sélection après examen des dossiers de candidature. Toute personne intéressée peut envoyer par mail à l'adresse suivante binta2.diagne@ucad.edu.sn un dossier de candidature comprenant (une demande de candidature, un CV, l'attestation de réussite du Master I et une copie de la carte nationale d'identité) au niveau du Secrétariat dudit département sis au bâtiment ISEG 1er Etage au plus tard le 31 octobre de chaque année.

Par ailleurs, les candidats intéressés sont invités à introduire une demande d'équivalence en vue d'une admission à ce master auprès de la Direction des Affaires pédagogiques du Rectorat de l'Université de Dakar.

Pour toutes informations complémentaires contacter le Secrétariat du Département ou le service de la scolarité de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques. Vous trouverez la maquette des enseignements prévus dans ce master sur le site suivant : www.ucad.sn.

Master Etudes et Pratiques des Relations internationales (EPRI)

Licence 3 :

Sciences politiques et Droit public

Admission : sur étude de dossier

Demande manuscrite adressée Doyen ;

Copies des relevés de notes et attestations de la Licence

Extrait de naissance ou la photocopie légalisée de la carte nationale d'identité ou du passeport ; photo d'identité

10.000 f de frais de dossier à verser à la SGBS compte N° SN011 01017 022004610323-49 (le bordereau de versement doit être joint au dossier)

Admission en Master Professionnel sur obtention de la Licence en Droit ou Equivalence

Masters 1

Master 2

NB : pour les diplômés d'établissements autres que l'UCAD, les dossiers de demande d'admission doivent être déposés au niveau du Service juridique du rectorat au plus tard le 31 octobre de chaque année.

Master 2 Droit Fiscal

Le Master en Droit fiscal, fruit d'un partenariat dynamique entre la Faculté des Sciences juridiques et politiques (FSJP) de l'UCAD et la Direction générale des impôts et des domaines (DGID), a une finalité professionnelle permettant aux auditeurs ayant achevé la formation d'être pleinement opérationnels sur le marché de l'emploi.

Par ailleurs, le Master en Droit fiscal a une vocation académique et de recherche donnant la possibilité d'une éventuelle inscription en Thèse de Doctorat.

5. Le public ciblé : la formation est ouverte à toute personne titulaire d'un Master en droit, en économie, gestion, ou d'un diplôme jugé équivalent,
6. Le processus de sélection : la présélection des candidats se fera sur étude de dossier suivie d'un entretien avec un jury.

Dossier à fournir :

7. Lettre de motivation adressée au Directeur du Master en Droit fiscal,
8. curriculum Vitae,
9. photocopie légalisée du diplôme de Master ou Maitrise, attestation de réussite au Master 1, relevé de notes,
10. copie carte d'identité nationale,
11. deux photos d'identité.

Coût de la formation : Trois millions (3 000 000) FCFA / Durée : 12 mois

Master 2 Droit Douanier et du Commerce International

Le Master 2 en Droit douanier et du Commerce International est le fruit d'un partenariat entre la Faculté des Sciences juridiques et politiques (FSJP) et la Direction générale des Douanes (DGD).

Le Master est ouvert aux cadres des entreprises et à tous les opérateurs de la chaîne logistique internationale, aux cabinets de consultance en douane et commerce international, aux déclarants en douane et cadres douaniers, aux cadres des fédérations professionnelles, aux responsables des départements import-export des entreprises, aux cadres des banques et assurances, aux étudiants titulaires d'un Master en droit, en commerce international ou d'un diplôme jugé équivalent.

La présélection des candidats se fera sur étude de dossier suivi d'un entretien avec un jury

Dossier à fournir :

12. lettre de motivation adressée au Directeur du Master,
13. curriculum vitae,
14. photocopie légalisée du diplôme de Master ou Maitrise, attestation de réussite au Master 1, relevé de notes,
15. copie carte d'identité nationale,
16. deux photos d'identité.

Coût de la formation : Deux millions deux cent (2 500 000) FCFA / Durée : 12 mois

Master en Genre et Consolidation de la Paix (GECOP)

Le Master professionnel en Genre et Consolidation de la Paix (GECOP) est un Master bilingue panafricain initié depuis 2012 par l'ONG Femmes Africa Solidarité et son Centre Panafricain pour le Genre, la Paix et le Développement (FAS/PAC), en partenariat avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), l'Université pour la Paix des Nations Unies de Costa Rica (UPEACE). Le Master est cofinancé par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et la Banque Mondiale à travers le Contrat de Performance (CDP).

Le Master en Genre et Consolidation de la Paix (GECOP) a pour objectif général de former des femmes et des hommes qui participent aux processus sociaux, économiques et politiques et s'intéressent aux questions de genre et de paix sur le continent africain. Il vise à leur faire acquérir les outils nécessaires pour

Le Master professionnel en Genre et Consolidation de la Paix (GECOP) est un Master bilingue panafricain initié depuis 2012 par l'ONG Femmes Africa Solidarité et son Centre Panafricain pour le Genre, la Paix et le Développement (FAS/PAC), en partenariat avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), l'Université pour la Paix des Nations Unies de Costa Rica (UPEACE). Le Master est cofinancé par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et la Banque Mondiale à travers le Contrat de Performance (CDP).

prendre en compte la dimension genre dans la prévention des conflits ainsi que dans les opérations de maintien de la paix en Afrique.

Ainsi, le Master propose un Programme de second cycle universitaire susceptible d'aider les étudiants qui poursuivent une formation ou des professionnels qui mènent une carrière professionnelle au sein d'Institutions gouvernementales ou Intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales (ONG) ou d'entreprises privées à prendre conscience des rapports entre les questions relatives au Genre et au renforcement de la paix.